



PROJET DE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2017

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – ANNEE 2017

I – Note de conjoncture économique	p. 3
II – Orientations budgétaires de la Ville de Saint-Dizier pour 2016	p. 16
A – Etat rétrospectif de fonctionnement 2012/2016	p. 16
B – Evolutions prévisionnelles pour 2017	p. 18
1. <i>Les recettes de fonctionnement</i>	p. 18
Chapitre 70 – produits de services, du domaine et ventes diverses	p. 18
Chapitre 73 – Impôts et taxes	p. 18
Chapitre 74 – Dotations, subventions et participations	p. 20
2. <i>Les dépenses de fonctionnement</i>	p. 21
Chapitre 011 – Les charges à caractère général	p. 21
Chapitre 012 – Les frais de personnel	p. 22
Chapitre 014 – Atténuation de produits	p. 22
Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante	p. 22
Chapitre 66 – Charges financières	p. 22
C – L'investissement	p. 24
D – Budgets annexes eau et assainissement	p. 25



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE

Année 2016

1. CONTEXTES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Au printemps 2016, la croissance des économies avancées a été contrastée. Elle a déçu aux États-Unis mais s'est avérée plus vive que prévu au Royaume-Uni, en amont du vote décidant de la sortie de l'Union européenne. De même, si le scénario d'une reprise qui s'auto-entretient a été confirmé pour la zone euro dans son ensemble (+0,3 %), l'activité française a marqué le pas (-0,1 %) après un début d'année dynamique. Du côté des pays émergents, le ralentissement de l'économie chinoise, à l'œuvre depuis 2010, semble avoir été enrayé, grâce à une politique budgétaire et monétaire expansionniste ; les pays exportateurs de matières premières ont profité de la stabilisation de leurs cours, notamment la Russie et le Brésil.

Au second semestre, la demande en provenance des États-Unis s'élèverait à nouveau, à la faveur d'une reprise de l'investissement productif, et la demande des pays émergents continuerait de s'améliorer graduellement. En revanche, les incertitudes politiques se sont accrues et assombrissent les perspectives conjoncturelles européennes : le référendum britannique décidant du Brexit, la nouvelle vague d'attentats en France et en Allemagne, la difficulté à former un nouveau gouvernement en Espagne et l'échéance d'un référendum constitutionnel en Italie.

Dans la zone euro, ces plus grandes incertitudes ne semblent avoir entamé ni le climat des affaires ni la confiance des ménages, et la croissance résisterait (+0,3 % au troisième trimestre puis +0,4 % au quatrième). Elle serait suffisante pour que l'emploi continue de progresser et que le chômage recule encore, à petits pas. De son côté, la croissance britannique s'infléchirait car l'incertitude sur l'avenir institutionnel du pays rendrait les investisseurs plus attentistes, malgré l'effet favorable aux exportations de la nette dépréciation de la livre.

En France, la croissance serait modeste au troisième trimestre (+0,2 %) avant de s'élever au quatrième (+0,4 %). En moyenne sur l'année, elle serait comparable en 2016 (+1,3 %) à celle de 2015 (+1,2 %). Au-delà des à-coups survenus au premier semestre, la consommation des ménages augmenterait en phase avec leurs gains de pouvoir d'achat, lesquels atteindraient +1,8 % en moyenne sur l'année (après +1,6 % en 2015). En outre, leurs dépenses d'investissement en logements cessent de baisser. Après un repli au printemps, l'investissement des entreprises retrouverait de l'élan au second semestre, encore largement favorisé par les conditions de financement, en raison d'une part de la baisse des taux d'intérêt et d'autre part du net redressement de leur taux de marge. Le regain de l'activité entraîne celui de l'emploi marchand, par ailleurs stimulé par les dispositifs d'allègement du coût du travail qui enrichissent la croissance en emplois. Au total,

165 000 emplois seraient créés au cours de l'année 2016. Ce serait suffisant pour que le taux de chômage baisse de nouveau à 9,8 % de la population active française en fin d'année, contre 9,9 % mi-2016 et 10,2 % fin 2015.

Deux aléas principaux sont associés à ce scénario. Le premier concerne les différentes échéances politiques de part et d'autre de l'Atlantique avant la fin de l'année ; leur issue pourrait générer davantage d'incertitude et par suite, un surcroît d'attentisme des investisseurs. Le second est propre à l'économie française : le rebond attendu des exportations pourrait être plus important que prévu, rattrapant pour partie les déceptions passées, ou il pourrait au contraire de nouveau manquer à la croissance.

Source : Point de conjoncture Insee octobre 2016

2. CONTEXTE REGIONAL

Au premier semestre 2016, un chef d'entreprise haut-marnais sur deux juge la conjoncture « mauvaise » voire « très mauvaise », soit la part la moins élevée enregistrée depuis fin 2011 pour cet avis. Le contexte apparaît encore mitigé dans le département, mais après quatre années d'orientation à la baisse des chiffres d'affaires, la tendance est à la stabilité début 2016.

Cette vision globale masque toutefois des disparités importantes entre les secteurs. Le commerce de gros connaît une tendance à la stabilité à l'image de l'ensemble du département, mais l'industrie ainsi que le commerce de détail et les services aux particuliers font encore une fois face à des baisses de chiffre d'affaires. À l'inverse, les services aux entreprises, tout comme le bâtiment et les travaux publics, connaissent une orientation favorable des courants d'affaires.

Dans l'ensemble, ce semestre s'avère finalement plus favorable que ce qu'annonçaient les prévisions effectuées fin 2015. En effet, 39 % des chefs d'entreprise ont connu un recul de leur revenu d'activité, mais ils sont autant à avoir observé une hausse. Une orientation similaire a également été relevée du côté des trésoreries, restées stables dans près d'une entreprise sur deux. L'investissement paraît avoir bénéficié de ce maintien des courants d'affaires et enregistre un léger rebond début 2016. Les dépenses dans l'outil productif ont ainsi progressé dans 40 % des entreprises haut-marnaises, et n'ont été réduites que dans 26 % d'entre elles. En revanche, l'emploi dans le département continue de s'affaïsser, avec un neuvième semestre consécutif d'orientation défavorable. Ce semestre, 31 % des chefs d'entreprise signalent une contraction de leurs effectifs contre 12 % seulement une augmentation.

Le second semestre 2016 pourrait confirmer ce retour à la stabilité des chiffres d'affaires. C'est en effet ce que prévoient 36 % des dirigeants haut-marnais, qui sont autant à anticiper une hausse de leur revenu d'activité qu'une baisse (32 %). Aussi, la même tendance que ce semestre devrait être observée pour les trésoreries, et l'investissement pourrait également se maintenir après un début d'année favorable.

Quant à l'emploi, c'est une stabilisation qui est attendue dans 74 % des entreprises, qui sont notamment plus nombreuses à anticiper une hausse de leurs effectifs qu'une baisse. Les perspectives de recrutement sont également optimistes, puisque 42 % des dirigeants prévoient d'embaucher fin 2016, soit la part la plus importante enregistrée depuis 2008.

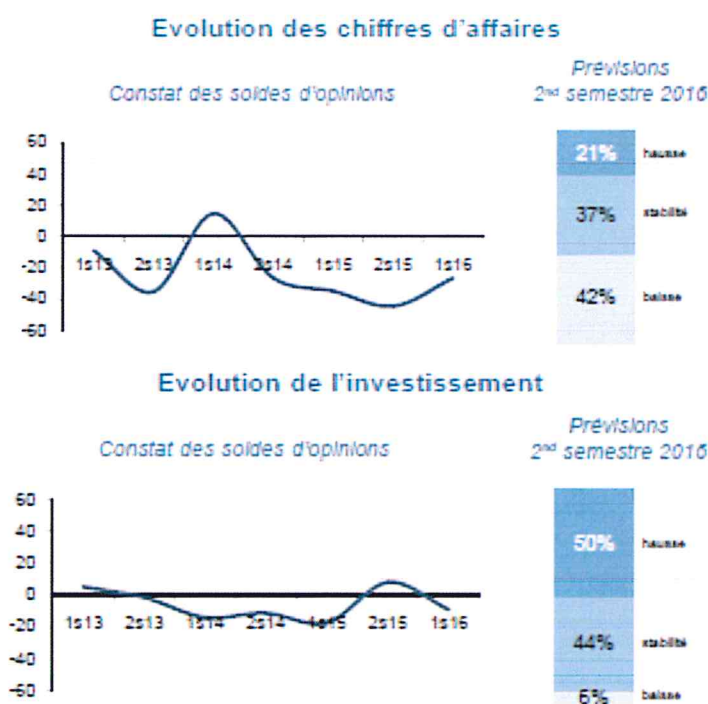
Source : Conjoncture économique Champagne Ardenne –CCI régionale 2016

3. DONNEES DEPARTEMENTALES

a. Le secteur de l'industrie en Haute-Marne

Début 2016, les industriels enregistrent un quatrième semestre consécutif de repli des chiffres d'affaires, un constat partagé par 58 % d'entre eux quand 32 % rapportent une progression. Cette tendance témoigne d'un manque de dynamisme du marché intérieur et survient malgré des revenus à l'exportation en hausse. L'investissement et les effectifs salariés ont ainsi été impactés par cette orientation et se montrent en recul par rapport à fin 2015.

Bien que de nouvelles baisses de chiffre d'affaires soient attendues au prochain semestre, une hausse de l'investissement est prévue dans une entreprise sur deux. De plus, les effectifs salariés devraient se stabiliser, et les intentions de recrutement restent dans la moyenne observée ces deux dernières années (60 %), avec 61 % des dirigeants qui envisagent d'embaucher fin 2016.



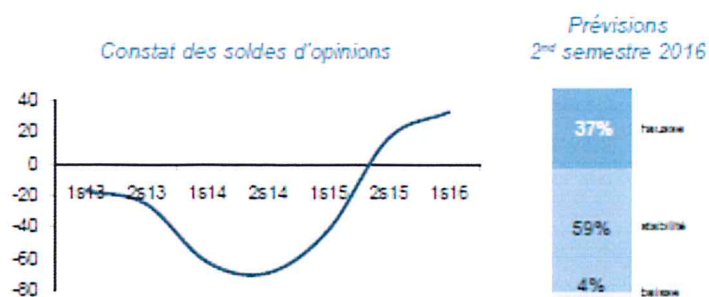
b. Le secteur du service aux entreprises en Haute-Marne

Le secteur confirme une reprise d'activité déjà constatée fin 2015, avec ce semestre 37 % des chefs d'entreprise qui signalent une progression de leur chiffre d'affaires quand seulement 4 % ont connu un repli. Le contexte semble avoir été favorable à une augmentation de l'emploi, tandis que l'investissement a stagné après plusieurs semestres de hausse.

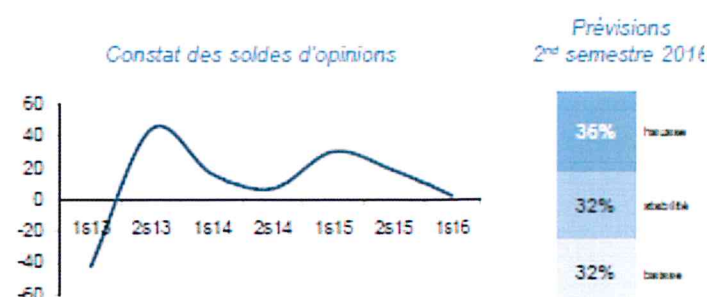
Les prévisions des dirigeants annoncent une poursuite de cette dynamique pour le second semestre 2016, avec des chiffres d'affaires et des effectifs salariés qui pourraient à nouveau progresser, notamment dans les entreprises de taille importante.

De plus, 86 % des chefs d'entreprise envisagent de recruter au prochain semestre, soit la plus haute part enregistrée depuis le début de l'enquête.

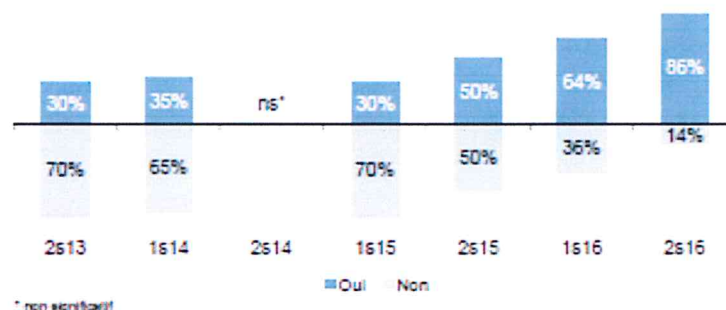
Evolution des chiffres d'affaires



Evolution de l'investissement



Perspectives de recrutement

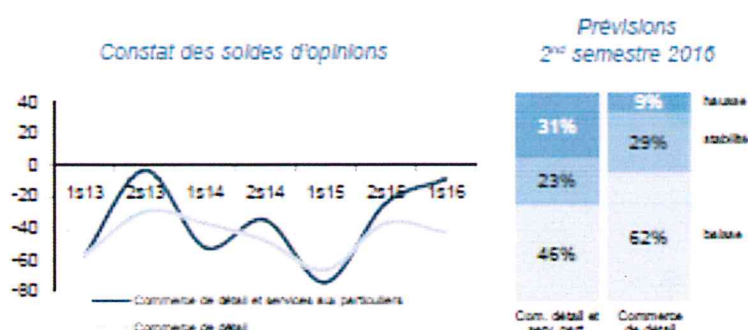


c. Le secteur du commerce de détail en Haute-Marne

Début 2016, c'est un cinquième semestre consécutif d'orientation à la baisse des chiffres d'affaires pour ces deux secteurs : 47 % des chefs d'entreprise ont vu leurs recettes se réduire, tandis que 38 % ont connu une augmentation. Cette tendance s'avère plus marquée pour les détaillants, qui ont connu une nouvelle dégradation de leurs trésoreries, faisant face à des prix d'achat toujours en hausse. Dans l'ensemble, l'emploi semble avoir subi ce contexte difficile et a lui aussi connu une orientation à la baisse.

Les prévisions pour fin 2016 laissent augurer une nouvelle dégradation des chiffres d'affaires, et les détaillants seraient encore une fois les plus touchés. Toutefois l'emploi devrait rester stable et les intentions de recrutement s'établissent à 31 %, soit cinq points de moins qu'un an auparavant.

Evolution des chiffres d'affaires



d. Le secteur du bâtiment en Haute-Marne

Après plusieurs semestres de baisse des chiffres d'affaires dans le département, le premier semestre 2016 se montre favorable aux secteurs du bâtiment et des travaux publics. Bien que cette tendance soit essentiellement due à quelques grandes entreprises du bâtiment, c'est globalement un dirigeant

sur deux qui signale une progression de chiffre d'affaires ce semestre quand seulement un sur quatre rapporte un repli. Cette situation résulte notamment d'une activité à la hausse dans le bâtiment et plutôt stable dans les travaux publics, et survient malgré des prix de vente qui continuent d'être orientés à la baisse depuis 2009 dans plus d'une entreprise sur deux en moyenne.

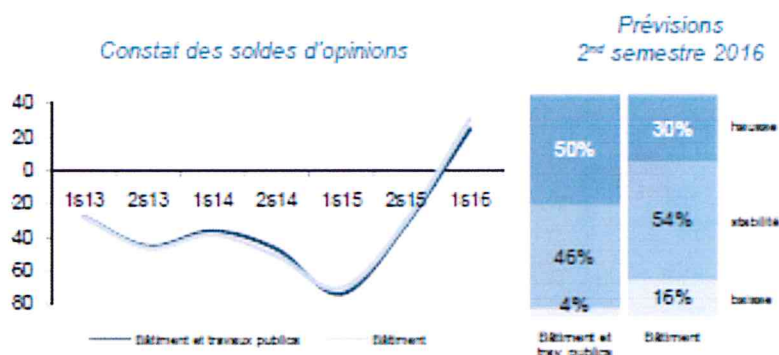
Dans ce contexte, et à la faveur d'une stabilisation des carnets de commandes relevée dans 51 % des entreprises, l'investissement s'est montré en hausse ce semestre dans 51 % d'entre elles après une année de stagnation.

Cependant, les chefs d'entreprise ont dans le même temps constaté une augmentation des prix à l'approvisionnement, et ce sont 34 % d'entre eux qui ont relevé une contraction de leur trésorerie (contre 26 % une hausse).

De plus, ce semestre s'est avéré défavorable pour l'emploi dans le secteur, puisque 41 % des dirigeants ont fait part d'une réduction de leurs effectifs tandis que 16 % ont rapporté une augmentation.

Au second semestre 2016, les chiffres d'affaires, tout comme les carnets de commandes, seraient à nouveau à la hausse dans les entreprises les plus importantes du bâtiment, et se stabiliseraient dans les travaux publics. Du côté de l'emploi, c'est globalement un maintien des effectifs qui est attendu. Par ailleurs, 24 % des dirigeants du secteur ont exprimé leur intention de recruter au semestre prochain, une part similaire à celle constatée un an plus tôt.

Evolution des chiffres d'affaires



Evolution des carnets de commandes



4. LE MARCHE DU TRAVAIL

a. Etat des lieux du chômage sur le territoire

Voici le tableau d'évolution du taux de chômage, en comparaison avec l'année précédente :

Variation taux de chômage 2015-2016	Département	Région	France
1 ^{er} trimestre 2015	9.7%	11%	10%
2 ^{ème} trimestre 2015	9.7%	10.9%	10%
1 ^{er} trimestre 2016	9.4%	10%	9.9%
2 ^{ème} trimestre 2016	9.1%	9.8%	9.6%

Taux de chômage Marne Moyenne (Saint-Dizier / Vitry-le- François)	2ème trimestre 2015	1er trimestre 2016	2 ^{ème} trimestre 2016
	12%	11.7%	11.2%

Source Insee, Dirrecte Grand Est et Pôle Emploi de Saint Dizier

- **-0.4%** en un an pour la France métropolitaine
- **-1.1%** en un an sur la Région Champagne-Ardenne
- **-0.6%** en un an sur le département de la Haute-Marne
- **-0.8%** sur le bassin d'emploi Marne Moyenne (St-Dizier/Vitry)

Pour l'arrondissement de Saint-Dizier, voici le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés à l'Agence Pôle Emploi locale fin septembre 2016 :

	Arrondissement de Saint- Dizier	Agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise	
	Total	Total	Dont habitant en QPV (Quartiers Politique de la Ville)
Cat A*	4041	2783	856
Cat B*	959	616	132
Cat C*	1591	978	180
Cat ABCDE*	7487	4980	1168

*

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois)

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (contrats aidés).

Source : Pôle Emploi de Saint-Dizier

On totalise 7487 demandeurs d'emploi pour l'arrondissement de Saint-Dizier, contre 7817 un an plus tôt, soit une baisse de 4.22%. Localement, le taux de chômage est de 11.2% (2^{ème} T 2016). C'est 1.6% de plus que la moyenne nationale.

On remarque que les demandeurs d'emploi du Quartier Politique de la Ville (QPV) de Saint-Dizier représentent 23.42% du total des demandeurs de l'Agglomération.

D'après une étude sur la demande d'emploi à fin août 2016, les demandeurs d'emploi des catégories A, B, C sont à 49.5% des hommes.

Toutes catégories confondues, le niveau de formation est relativement faible = 50.2% ont un niveau BEP, CAP, 20.4% ont le BEPC (ou Brevet) ou sont sans qualification.

Les jeunes représentent 13.5% des demandeurs d'emploi catégorie A, B, C. 47.5% d'entre eux ont un niveau BAC et au-delà.

b. Etude des Besoins de Main d'Œuvre sur la Région Champagne-Ardenne Lorraine

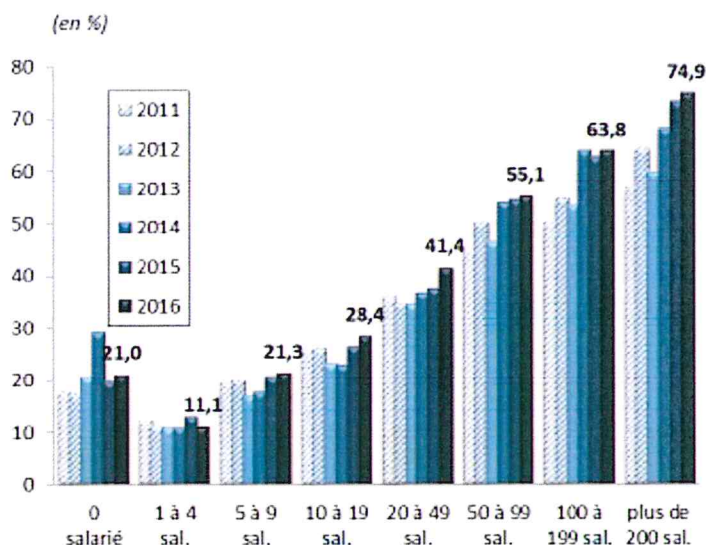
Cette étude en Besoin de Main d'œuvre permet de montrer les tendances concernant les prévisions de recrutements de l'année 2016.

Légère baisse de la propension à recruter et progression des projets de recrutement :

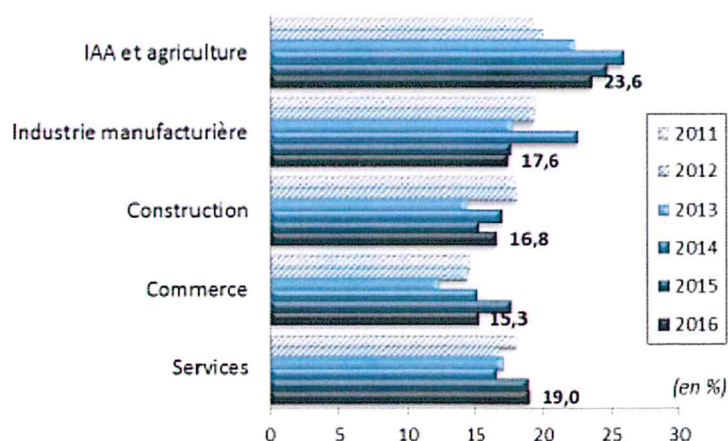
- 18,6 % des établissements prévoient au moins un recrutement en 2016, soit une baisse de 0,4 points
- La proportion d'établissements déclarant des projets de recrutement diminue dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des services (stagnation) et de la construction (+1,4 points)
- Les employeurs anticipent 136 388 projets de recrutement en 2016, en hausse de 4% (5 615 projets supplémentaires)

Proportion d'établissements déclarant des projets de recrutement

Selon la taille des établissements



Selon le secteur d'activité agrégé



Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine

Les profils recherchés dans la région

Nombre total de projets de recrutement : 136 388



Présentation limitée aux métiers rassemblant plus de 1% du total des embauches envisagées

Ouvriers de l'industrie : 11 203

- Ouvriers non qualifiés des industries agroalimentaires : 1453



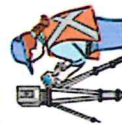
Ouvriers du BTP : 5 455



Autres métiers : 40 344

- Viticulteurs, arboriculteurs salariés, cueilleurs : 23 183
- Agriculteurs salariés, ouvriers agricoles : 4072
- Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires : 3738
- Jardiniers salariés, paysagistes : 2188
- Conducteurs et livreurs sur courte distance : 1970

Techniciens : 2 848



Encadrement : 8 955

- Artistes (musique, danse, spectacles, y.c. professeurs) : 1898



Fonctions administratives : 6 504

- Secrétaires bureautiques et assimilés : 1944
- Agents administratifs divers (saisie, enquêtes...) : 1536



Vente, tourisme et services : 44 065

- Agents d'entretien de locaux (y compris ATSEM) : 6901
- Aides à domicile et aides ménagères : 4865
- Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine : 3879
- Employés de libre-service : 3275
- Serveurs de cafés, de restaurants (y.c. commis) : 2910
- Attachés commerciaux (en entreprise) : 2022
- Employés de maison et personnels de ménage : 1963
- Caissiers (y compris pompistes...) : 1813
- Vendeurs habillement, articles luxe, sport, loisirs, culture : 1700
- Cuisiniers : 1489



Social et médico-social : 17 014

- Professionnels de l'animation socioculturelle : 6820
- Aides-soignants (médico-psycho., auxil. puériculture...) : 3998
- Infirmiers, cadres infirmiers et puéricultrices : 1862



ZOOM SUR LES METIERS RECHERCHÉS SUR LE BASSIN DE SAINT-DIZIER

Les 10 métiers les plus recherchés sur le bassin d'emploi	Nbr de projets de recrutement
Employés de libre-service	123
Professionnels de l'animation socioculturelle	118
Caissiers (y compris pompistes ...)	64
Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine	52
Apprentis et ouvriers non qualif. de l'alimentation (hors IAA)	42
Agriculteurs salariés, ouvriers agricoles	39
Ouvriers non qualifiés emballage et manutention	36
Ouvriers qualifiés polyvalents d'entretien du bâtiment	35
Ouvriers non qualifiés électricité et électronique	33
Educateurs spécialisés (y compris EJE)	31

Source enquête BMO Pôle Emploi Champagne-Ardenne- Lorraine 2016

5. LA SITUATION ECONOMIQUE LOCALE

a. La création/reprise d'entreprises sur la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der & Blaise

i. L'Espace Créateurs d'Entreprises

Deux déménagements et neuf nouvelles arrivées ont marqué l'année 2016.

M. ROLLIN de **BIRDER**, guide ornithologue anglophone sur le Lac du Der, a bénéficié des 6 mois gratuits que lui avait conféré le prix « coup de cœur du jury » de la Start up est dans le pré 2015. La nature de son activité ne nécessitant pas particulièrement de bureau, il a rendu son bureau mais reste un membre actif de la pépinière. M. FITE de **VOGT & BARBER** a, pour raisons économiques, préféré continuer son activité de vente en ligne de produit de rasage pour homme depuis son domicile.

Les 9 arrivées concernent des activités très variées :

- Production audiovisuelle pour **INTERACTIV PRODUCTION**
- **VALOPNEU** spécialisée dans le recyclage de poudres de pneus usagés
- **RSM SECOURS**, formateur prévention et secours au travail
- Fabien MAYER et Mickael GERARD ont créé **FINETO**, activité de rachat de crédit

- **FRET DIRECT** créé par la langroise Dominique LESEUR, lance une bourse de fret en ligne
- Madame Maire-Pierre LOOTEN d'**HYPNOS AROM**, allie hypnothérapie et aromathérapie
- Madame Virginie BERNARD et Monsieur Cyril SOBASZEK, originaires de Metz, ont, fait leur entrée le 01/10/16 pour développer leur activité de productions audiovisuelles nommée **SO PROD**. Parmi ses clients figure l'ANDRA.
- Eddy HUMBERT, artisan menuisier et compagnon du devoir, a créé une activité de menuiserie, **HUM'S RENOV.** *
- Enfin, **HOLEUM** conçoit des moteurs hydrauliques innovants

Plusieurs entreprises ont demandé à reconduire leur bail pour deux ans. **PROLOGS CONSULTANTS**, créateur de sites internet et applications mobiles, **TPE GESTION CONSEIL** qui accompagne et conseille les chefs d'entreprises de TPE-PME dans leur gestion, et **AJJECTIF EXPERTISE**, qui propose aux PME d'externaliser leur comptabilité.

Depuis son démarrage en 2013, l'Espace Créateurs d'Entreprises a permis la création d'une cinquantaine d'emplois. Fin novembre 2016, 76 % des bureaux et des ateliers sont occupés.

Concours « La Start'up est dans le Pré »

Le weekend du 25 et 26 juin 2016 s'est déroulé le concours « La Start'up est dans le Pré », concours de projets de création d'entreprises au sein de l'Espace Créateurs d'Entreprises de Saint-Dizier.

Tout au long du weekend les projets ont pu murir avec l'aide des coachs, professionnels bénévoles : représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie, des Banques, de Pôle Emploi, des entrepreneurs et de partenaires de premier plan : AUXILIA, AXA, ENEDIS, EPSON, LECLERC et MAC DONALD'S.



Le jury a attribué le 1^{er} prix à François DODELER et Yorick BICHAT de **LP2D** dont le projet consiste à proposer des prestations de productions audiovisuelles 360° et en réalité augmentée aux acteurs du tourisme. Le 2^{ème} prix a été remporté par Mathieu CHAUDEL, **TSUNAMI INK**, qui commercialise depuis peu un kit d'impression hydrographique sur internet, et le 3^{ème} prix a été attribué au projet **VIBRE ENSEMBLE** qui a pour objectif de créer du lien social dans les quartiers via des activités sportives et ludiques.

Les deux prix « coup de cœur » du jury reviennent aux projets « **J'SUIS CHAUD** » projet de covoiturage porté par des étudiants de l'école des Arts et Métiers de Châlons en Champagne et la « **MAISON DES CALIMEROS** » porté par Nathalie ROCHE, un refuge innovant pour animaux.

Grand Est innovation à Lunéville

Cinq entreprises de la pépinière ont représenté Saint-Dizier le 1^{er} Octobre 2016 au premier salon régional dédié à l'innovation ayant pris place dans le château des lumières de Lunéville.

BIRDER, **LP2D**, **PROLOGS**, **TEAM 3A**, **PROLOGS CONSULTANTS** et **FRET DIRECT** ont eu l'occasion lors de cette journée, de présenter leur activité à un large public tout en étendant leur réseau professionnel.



En 2016, l'Espace Créateurs d'Entreprises a vu la naissance de l'association MALTE (Mouvement des Acteurs Locaux pour un Territoire Entreprenant). Présidée par Stéphane RACOILLET de la société **RSM SECOURS.**, elle a pour objectif, à court terme, d'être un outil d'animation et de cohésion entre les locataires (activités de CE, organisation d'activités sportives et ludiques) et, à moyen terme, de devenir acteur du développement de l'entrepreneuriat local (organisation d'une « foire de la pépinière », intervention dans les écoles, création d'un club d'investisseurs etc.).

La première action concrète a été la mise en place d'un café collaboratif.

Enfin, locataires de la pépinière et passionnés de technologie se sont réunis en novembre afin de constituer ce qui pourra être le futur 1^{er} FABLAB (laboratoire de fabrication) de Saint-Dizier.

Sous forme associative, cet atelier innovant pourrait prendre place dans un atelier de l'Espace Créateurs d'Entreprises en 2017

ii. Incubateur de projets

Mis en place en novembre 2013, l'incubateur de projets a vocation à détecter et accompagner des porteurs d'idées ou de projets, éloignés de l'emploi ou non. L'objectif est à la fois de sensibiliser à l'entrepreneuriat et faire émerger des graines d'entrepreneurs. L'incubateur est situé en amont de la création d'entreprises ; en cela il ne se substitue pas aux acteurs de la création d'entreprises mais vient compléter les dispositifs existants. La Communauté d'Agglomération porte ce projet qui couvre à la fois le champ du développement économique et le champ de la politique de la Ville.

Ce dispositif rencontre un réel succès sur le territoire, dépassant largement les principaux objectifs de la collectivité. C'est la raison pour laquelle la Communauté d'Agglomération a reconduit le marché de gestion et d'animation du dispositif. C'est le cabinet AUXILIA, déjà prestataire sur les 3 premières années d'existence de l'incubateur, qui a été retenu et a démarré la poursuite de sa mission en juin 2016.

Ci-dessous, le détail des objectifs fixés et des résultats obtenus. La fréquentation de l'incubateur et le nombre de chartes signées augmentent.

	<i>Objectifs fixés pour l'année 2016</i>	<i>Résultats atteints au 30/11/2016</i>
Personnes sensibilisées (informations collectives)	200	201
Signatures de chartes d'accompagnement	20	132
Création d'entreprises	30	34

Les 132 personnes accompagnées sont à parité strictement égale homme/femme. La plupart d'entre elles viennent spontanément, et ont connu l'incubateur par bouche à oreille. 31 des 132 personnes n'ont aucun diplôme, 62 ont un niveau CAP/BEP ou Bac. 12 sont titulaires d'un BTS et 27 diplômés d'un niveau supérieur à Bac +2.

25% des porteurs de projets accompagnés sont issus de la ZUS. 4 créateurs sont des habitants du quartier du Vert-Bois. Une créatrice s'est installée dans un bureau de l'Espace Créateurs d'Entreprises.

Toutes les personnes accompagnées ne créent pas de nouvelle entreprise ; certains se forment et trouvent un emploi, d'autres relancent une activité qu'ils avaient déjà créée par le passé et momentanément abandonnée.

Après 3 ans d'exercice de l'incubateur, le taux de pérennité des activités accompagnées est de 93%.

b. Faits marquants de 2016

i. Industrie

La pose de la 1^{ère} pierre de la **BAMAS**, Base Nationale de Maintenance d'**EDF**, s'est déroulée en janvier 2016. A ce jour, le 1^{er} bâtiment sorti de terre et en cours de couverture concerne l'atelier maintenance, les locaux tertiaire. Les travaux devraient s'achever à l'été 2017.

L'année 2016 est marquée par le rachat des emblématiques **Aciéries Hachette et Driout** par le groupe CIF (Ferry Capitain), adossé à LBI, Les Bronzes d'Industrie, et un partenaire financier local, Girofer. Installée à Saint-Dizier depuis 147 ans, employant près de 500 collaborateurs, l'entreprise conserve son siège et centre de décision sur le territoire.

Autre mouvement dans les fonderies du Nord Haute-Marne, GHM Wassy, désormais **Fonderie GHM**, qui appartenait au groupe GHM SA est reprise par le groupe SLF, Somborn Lang Ferry. Le groupe compte trois activités : fonderie avec FBM, Fonderie GHM et Fonderies et Ateliers Salin, négoce et commercialisation avec SOVAL et SOVAL Export et mécanique chaudronnerie avec SLF.

En septembre 2016, **AB Services** a déménagé de Vavray le Grand (51) à Saint-Dizier dans les locaux libérés par MATECO. Spécialisée dans la chaudronnerie, tuyauterie et la maintenance, l'entreprise compte 17 salariés.

Les Transports **TISSELIN 52** se sont implantés dans un bâtiment existant sur la ZAC du Pré Moinot. 3 emplois sont prévus.

YTO France a reçu la visite du Président d'YTO Group Mr ZHAO Yanshui fin octobre, lequel a annoncé la mise en œuvre d'un nouveau plan quinquennal assurant des commandes fermes de transmissions et boîtes de vitesse à destination de la Chine, et le renforcement de la R&D à partir du site de Saint-Dizier.

La fin d'année est aussi marquée par la liquidation judiciaire d'**HOMATHERM**, usine de fabrication de panneaux isolants à partir de fibre de bois, implantée à Chamouilley. Près d'une vingtaine de salariés sont concernés.

ii. Commerce

Malgré quelques fermetures (Le Four à Bois, Proxi, la Clé du Particulier en centre-ville), la bonne dynamique commerciale de Saint-Dizier se maintient.

Plusieurs ouvertures sont à noter en 2016. La **BOUCHERIE DU BŒUF TRICOLORE**, rue Bérégovoy s'est installée dans l'ancien local de **LOXAM** qui a, quant à lui, déménagé à côté de **DANIA** sur le Parc d'Activités de Référence. Le **WOK 52**, un restaurant asiatique, a ouvert dans cette même rue à la place des fenêtres **VIVARELLI**.

Des mouvements sont aussi à noter au centre-ville avec le déménagement de **BIERES SANS FRONTIERE**, rue du Docteur Mougeot, dans un local plus grand lui permettant d'accueillir sa nouvelle activité de bar-dégustation. L'ancien local a été, quant à lui, repris par une agence **MAISONS BABEAU SEGUIN**.

ORCHESTRA rue Gambetta a déménagé à côté d'**ACTION** sur le Chêne Saint Amand et a laissé la place à **MORGAN CHAUSS** qui développe son activité en centre-ville avec une seconde installation.

Le magasin **MAXI DESTOCK**, à l'origine sur la zone du clos Mortier, a ouvert une seconde antenne dans l'ancien **LEADER CENTRE AUTO** sur la zone commerciale du Val d'Ornel juste à côté d'**ALDI**.

Enfin, l'enseigne **AU FORUM DU BATIMENT** s'est installée dans l'ancienne usine de la SEB rue Paul Verlaine et accueillera, en plus de son activité de quincaillerie et d'outillage pour professionnels, un atelier de fabrication de portes blindées métalliques. Et **REXEL**, négoce de matériel électrique pour professionnels, a construit un magasin et bâtiment logistique sur le Parc d'Activités de Référence.

II – ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER POUR 2017

A – ETAT RESTROSPECTIF DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 2012/2016

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2012	2013	2014	2015	BP 2016
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	8 778 532,27	9 131 974,37	7 093 459,95	7 193 572,94	4 639 045,00
60 dont achats et variations de stocks	2 898 804,07	3 211 711,52	2 741 454,38	3 163 744,93	1 500 670,00
61 dont services extérieurs	3 585 006,44	3 679 841,27	2 275 736,71	2 266 546,27	1 360 200,00
62 dont autres services extérieurs	2 065 132,63	2 013 529,13	1 807 673,03	1 499 489,75	1 538 925,00
63 dont impôts, taxes et versements assimilés	229 589,13	226 892,45	268 595,83	263 791,99	239 250,00
012 CHARGES DE PERSONNEL	15 536 848,73	15 726 018,45	15 009 649,31	14 937 988,25	146 146,00
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	16 243,00	28 386,32	178 279,37	33 899,00	6 192 000,00
73921 Reversement attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	6 192 000,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 214 074,44	6 212 671,56	5 903 986,41	5 407 495,66	5 764 242,00
6553 dont contingent service d'incendie	2 532 162,00	2 580 349,00	2 433 617,00	2 208 676,00	2 266 427,00
657358 dont Syndicat Marne & Perthois et VVL	50 334,94	32 478,53	70 980,38	86 703,99	132 500,00
657362 dont subventions de fonctionnement au CCAS	1 268 500,00	1 259 000,00	1 297 160,00	1 297 160,010	1 297 160,00
6574 subv de fonct aux assoc et autres personnes de dt privé	1 433 993,00	1 363 210,00	1 222 377,55	938 991,33	1 067 000,00
65741 dont subv de fonct (Fonjep, TTV, dérogations scolaires)	286 883,31	318 152,30	309 179,11	260 950,00	215 759,00
66 CHARGES FINANCIERES	1 008 273,12	881 601,81	1 133 314,77	787 310,59	848 500,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	126 225,57	112 921,93	72 616,56	130 630,11	117 000,00
6711 dont intérêts moratoires et pénalités sur marchés	0,00	12 892,70	0,00	96,54	5 000,00
6713 dont secours et dots	2 625,00	5 472,00	7 235,32	7 150,90	7 000,00
6714 dont bourses et prix	69 392,60	49 242,50	47 935,13	54 800,00	65 000,00
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0,00	88 635,00
68 DOTATIONS AUX PROVISIONS			1 955 743,65	1 356 441,81	
TOTAL DES DEPENSES REELLES	31 680 197,13	32 093 574,44	31 347 050,02	29 847 338,36	17 795 568,00
023 VIRT A LA SECTION D'INVESTIST / AUTOFINANCEMENT					4 679 420,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 052 178,54	706 704,08	1 082 776,46	741 114,87	800 000,00
TOTAL DES PRELEV. AU PROFIT DE LA SECTION D'INV.	1 052 178,54	706 704,08	1 082 776,46	741 114,87	5 479 420,00
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	32 732 375,67	32 800 278,52	32 429 826,48	30 588 453,23	23 274 988,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		2012	2013	2014	2015	BP 2016
sous-total 013 : atténuation de charges		150 134,78	72 416,63	148 671,13	215 444,22	10 945,00
sous-total 70 : produits des services, du domaine et ventes diverses		2 582 698,22	2 257 341,94	2 710 167,92	2 592 202,77	1 151 500,00
70321	dont droits de stationnement et location voie publique	180 472,69	164 014,84	159 385,91	156 764,25	151 000,00
70323	dont redevance d'occupation du domaine public communal	142 067,47	153 858,60	218 319,50	64 350,13	179 800,00
7062	dont redevances et droits des services à caractère culturel	183 190,75	184 174,00	19 469,54	0,00	0,00
7066	dont redevances et droits des services à caractère social	170 481,08	174 474,68	0,00	0,00	0,00
7067	dont redevances et droits des services périscolaires et enseignement	356 281,47	354 164,34	370 926,22	369 685,25	307 700,00
70688	dont autres prestations de service	7 776,00	1 362,12	1 176,96	420,21	0,00
70841	et mise à dispo de personnel facturée aux budgets annexes et CCAS	424 856,89	400 360,00	328 655,00	346 000,00	395 000,00
70846	dont mise à dispo de personnel facturée au GFP de rattachement	151 496,99	163 544,70	1 173 534,34	169 255,68	0,00
70876	dont remboursement de frais par le GFP de rattachement	667 806,29	59 466,66	248 536,85	1 442 067,87	55 500,00
70878	dont remboursement de frais par d'autres redevables	219 888,18	551 862,97	103 285,73	-6 664,94	4 200,00
sous-total 73 : impôts et taxes		24 388 655,40	24 614 207,83	22 615 145,07	22 082 422,20	11 774 000,00
73111	taxes foncières et d'habitation	10 072 867,00	10 340 389,00	10 439 590,00	10 714 205,00	10 751 000,00
7321	fiscalité reversée - attribution de compensation	11 957 000,00	11 909 379,80	10 940 784,00	10 286 312,00	0,00
7325	FPIC	50 441,00	118 221,00	200 957,00	264 726,00	300 000,00
7336	taxe pour utilisation des services publics et domaine-droits de place	52 293,00	55 220,05	69 337,48	68 929,42	58 000,00
7342	taxe liée à l'urbanisation et l'environnement - versement de transport	1 476 615,57	1 429 340,75	33 029,49	0,00	0,00
7351	taxe spécifique liée à la production énergétique- taxe sur l'électricité	410 635,78	431 168,34	500 859,72	378 104,82	360 000,00
7368	taxe sur la publicité extérieure - emplacements publicitaires	21 922,12	21 008,00	23 964,38	42 240,28	25 000,00
7381	taxe addit aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	346 880,93	309 479,99	406 623,00	327 904,68	280 000,00
sous-total 74 : dotations et participations		12 180 839,55	12 263 053,58	11 514 667,39	11 314 962,28	10 216 383,00
7411	dont D.G.F - dotation globale de fonctionnement	6 412 166,00	6 268 671,00	5 854 664,00	5 094 256,00	4 295 300,00
74123	dont Dotation de Solidarité Urbaine	3 817 534,00	4 165 890,00	4 340 365,00	4 853 324,00	5 000 000,00
74127	dont Dotation Nationale de Péréquation	71 161,00	85 393,00	76 854,00	92 225,00	0,00
74712	dont emplois d'avenir	0,00	0,00	41 276,75	47 952,39	0,00
74718	dont autres participations de l'Etat	0,00	236 881,00	176 046,23	365 449,35	198 110,00
7478	dont participations autres organismes (CAF notamment)	0,00	470 398,57	142 503,33	17 458,10	0,00
748314	dont Etat - dotation unique compensations spécifiques de TP	156 074,00	130 597,00	102 793,00	67 913,00	44 143,00
74834	dont Etat - compensations taxes foncières	246 695,00	200 867,00	157 030,00	104 879,00	68 170,00
74835	dont Etat - compensations TH	495 510,00	476 582,00	475 845,00	521 382,00	500 000,00
sous-total 75 : autres produits de gestion courante		221 780,12	176 073,80	163 847,08	146 171,00	102 120,00
752	dont revenus des immeubles	219 555,55	176 073,80	163 847,08	146 169,79	102 120,00
757	dont redevances versées par les fermiers et concessionnaires	2 224,57	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES		39 524 108,07	39 383 093,78	37 152 498,59	36 351 202,47	23 254 948,00
sous-total 76 : produits financiers		62,00	55,00	50,00	455,37	40,00
sous-total 77 et 78 : produits exceptionnels		548 290,38	162 911,31	2 347 531,59	1 271 032,93	0,00
771	dont produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 750,64	310,19	0,00	0,90	0,00
773	dont mandats annulés sur exercice antérieurs	62 316,75	29 995,59	71 539,49	35 535,13	0,00
775	dont produits des cessions d'immobilisations	229 157,03	37 438,00	0,00	59 604,00	0,00
7788	dont autres produits exceptionnels	251 065,96	95 167,53	1 710 757,95	1 122 762,90	0,00
78				565 234,15	53 130,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		40 072 460,45	39 546 060,09	39 500 080,18	37 622 690,77	23 254 988,00
776	dont différences sur réalisations (négatives)	691,55	0,00	0,00	1 224,58	0,00
777	dont quote part subventions d'investissement	14 080,23	0,00	14 681,52	10 939,29	20 000,00
722	dont travaux en régie - immobilisations corporelles	108 958,01	41 953,89	35 035,90	0,00	0,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		123 729,79	41 953,89	49 717,42	12 163,87	20 000,00
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00	471 950,89	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		40 196 190,24	40 059 964,87	39 549 797,60	37 634 854,64	23 274 988,00

B – EVOLUTIONS PREVISIONNELLES POUR 2017

- Les recettes de fonctionnement

Chapitre 70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses

Les recettes attendues pour ce chapitre, inhérentes essentiellement au stationnement payant, aux redevances d'occupation du domaine public ou encore aux services périscolaires, devraient rester stables, voire très légèrement en hausse, pour 2017

Estimation 2017 : 1 170 00 €

Pour mémoire BP 2016 : 1 151 000 €

Chapitre 73 – Impôts et taxes

Ce chapitre devrait se dégrader d'environ 125 000 € par rapport au BP 2016. En effet, malgré l'augmentation des bases fiscales de 0,4 % inscrite dans le projet de loi de finances pour 2017, les recettes générées par les taxes foncières et d'habitation pourraient régresser d'environ 155 000 Euros par rapport à celles inscrites au BP 2016, en raison de la modification par l'Etat des règles d'exonération de droit, qui n'a, à ce jour, pas fait l'objet de compensation. Ces prévisions 2017 se basent sur une hypothèse de maintien des taux de fiscalité communale à leur niveau de 2016, à savoir :

Taxe d'habitation : 11,47 %

Taxe sur le foncier bâti : 24,65 %

Taxe sur le foncier non bâti : 33,17 %

Rappelons que les taux sont identiques depuis 2007.

Estimation 2017 : 11 650 000 €

Pour mémoire BP 2016 : 11 774 000 €



Ce chapitre est néanmoins susceptible d'évoluer, en fonction du pacte fiscal qui pourrait être mis en place entre toutes les communes de la future Communauté d'Agglomération créée en 01/01/2017.

Ce pacte, visant à une neutralité parfaite en matière fiscale pour la 1^{ère} année suivant la fusion, que ce soit pour les contribuables, les communes et l'intercommunalité, est détaillé ci-dessous.

ENJEUX FISCAUX



FUSION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE AVEC LES COMMUNAUTES DE COMMUNES DE LA VALLEE DE LA MARNE ET DU PAYS DU DER, ET EXTENSION AUX COMMUNES DE CHEMINON ET MAURUPT-LE-MONTOIS.

Rappelons que les 3 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, outre la fiscalité professionnelle, lèvent chacun une fiscalité dite « ménage » (taxe d'habitation, taxe foncier bâti, taxe foncier non bâti) dont les taux, pour le contribuable, se cumulent avec les taux de chaque commune membre. Il s'agit d'une fiscalité additionnelle.

La fusion des trois nouveaux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale au 1^{er} janvier 2017 va impliquer l'harmonisation des taux de cette fiscalité additionnelle intercommunale sur l'ensemble du nouveau territoire, avec mathématiquement des contribuables « gagnants » (si le nouveau taux intercommunal baisse) et des « perdants » (si le taux augmente).

Cette mécanique obligatoire d'harmonisation des taux intercommunaux peut s'appréhender de deux façons :

- soit un lissage dans la durée : dans ce cas l'Agglomération décide de prendre plus ou moins de temps (de 0 à 12 ans) pour faire converger les taux intercommunaux actuels vers le nouveau taux harmonisé,
- soit elle met en place, avec l'accord de toutes ses communes membres, une mécanique de neutralisation fiscale dont l'objectif est de maintenir, pour le contribuable, le même taux cumulé (taux intercommunal + taux communal) qu'avant la fusion. Ce dispositif implique de :
 - rendre applicable, sans lissage dans le temps, le nouveau taux harmonisé intercommunal (taux moyen pondéré)
 - faire varier le taux communal à la hausse ou à la baisse en fonction des cas, pour qu'au final, le taux global cumulé (taux communal + nouveau taux intercommunal) soit égal à celui de 2016.

Ex. un contribuable d'une commune A avant la fusion

- Taux intercommunal :	10 %
- Taux communal :	15 %
	25 %

Après la fusion :

- Nouveau taux intercommunal harmonisé	12 %
- Taux communal :	13 %
	25 %

Dans ce cas, la commune baisse son taux, pour que le taux cumulé reste identique

- neutraliser les effets de cette mécanique sur les produits fiscaux de chaque commune, par une révision de l'attribution de compensation :
 - les communes amenées à baisser leur taux, se voient compenser la perte de recettes fiscales qui en découle par une augmentation de leur Attribution de Compensation (versée par l'Agglomération)
 - les communes amenées au contraire à augmenter leur taux, reversent les recettes fiscales supplémentaires qui en découlent à l'Agglomération, justement pour permettre à cette dernière de compenser les communes perdant du produit fiscal.

Si cette mécanique de neutralisation semble actuellement remporter la faveur de plusieurs élus, elle suppose néanmoins un accord unanime de tous les conseils municipaux. Elle n'est pas prise en compte dans le présent rapport, sachant qu'en cas de mise en œuvre, elle ne modifiera pas les équilibres financiers du futur budget (neutralité).

Chapitre 74 – Dotations, subventions et participations

La Ville de Saint-Dizier subira à nouveau en 2017, un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat (contribution au redressement des finances publiques). Malgré la décision du Président de la République de le diminuer de moitié par rapport à celui initialement prévu, ce prélèvement devrait malgré tout atteindre plus de 500 000 Euros en 2017.

Evolution de la Dotation globale de fonctionnement de la Ville de Saint-Dizier

CONCOURS FINANCIERS ETAT	NOTIFIE	NOTIFIE	NOTIFIE	NOTIFIE	NOTIFIE	ESTIME
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dotation forfaitaire	6 412 166	6 268 671	5 854 664	5 094 256	4 322 982	3 790 000

Par ailleurs, et bien qu'ayant finalement été supérieure à la prévision en 2016, il est proposé de maintenir, par prudence, les recettes prévisionnelles de dotation de solidarité urbaine à 5 millions (identique à la prévision 2016). 100 000 Euros devraient également être inscrits au titre de la dotation nationale de solidarité, en référence à la recette réalisée en 2016.

Au global, les recettes prévisionnelles de ce chapitre devraient se dégrader d'environ 455 000 Euros.

Estimation 2017 : 9 760 000 €

Pour mémoire BP 2016 : 10 216 383 €

- Les dépenses de fonctionnement

Rappelons que depuis le 1^{er} janvier 2016, l'ensemble des services de la Ville de Saint-Dizier a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise dans le cadre de la création d'un service commun par voie de convention entre les deux collectivités.

Si, avant le 1^{er} janvier 2016, la Ville de Saint-Dizier supportait directement la charge de fonctionnement de ces services et bénéficiait d'un remboursement partiel de l'Agglomération au prorata du temps passé par les équipes municipales pour l'exercice des compétences intercommunales, la mutualisation des services est désormais inversée (descendante). C'est en effet l'Agglomération qui prend maintenant directement en charge le versement des salaires et les dépenses de fonctionnement des services, avec un remboursement par la Ville de Saint-Dizier, essentiellement par le biais de l'attribution de compensation.

Cette modification du sens de la mutualisation a rendu la préparation et l'exécution du budget 2016 plus complexes et a nécessité des ajustements de crédits en cours d'année 2016 pour que la répartition des charges entre la Ville et l'Agglomération soit au final strictement conforme à leurs engagements respectifs initiaux.

La préparation budgétaire 2017 tiendra bien compte de ces « réglages » opérés courant 2016.

Chapitre 011 – Charges à caractère général

Ce chapitre budgétaire affichera une hausse assez significative en 2017, de l'ordre de près de 600 000 Euros supplémentaire (de BP à BP), pour atteindre environ 5,2 millions d'Euros.

Au-delà des quelques ajustements de crédits annuels, et de la prise en compte de certaines révisions de prix (ex : contrats d'assurances, énergie, maintenance...), les dépenses de ce chapitre devraient principalement augmenter du fait :

- du coût supplémentaire induit par la législation interdisant, dès 2017, le recours aux produits phytosanitaires, pour l'entretien des espaces publics. Les méthodes alternatives de désherbage sont plus coûteuses.
- de la réinscription d'une enveloppe pour l'entretien des bâtiments communaux qui avait, à tort, été transférée dans le budget intercommunal.
- de la volonté de maintenir la dynamique en termes d'animations culturelles, sportives et de loisirs
- de l'augmentation provisoire de taxes foncières payées par la Ville induite par sa politique active d'acquisitions en faveur du renouvellement urbain.

Estimation BP 2017 : 5 200 000 €
Pour mémoire BP 2016 : 4 639 045 €

Chapitre 012 – Frais de personnel

Ce chapitre est de très faible importance depuis le transfert des personnels municipaux à l'Agglomération. Il évoluera légèrement en 2017, et sera largement consacré au financement de cotisations pour des personnels en détachement à l'extérieur restés municipaux.

Estimation BP 2017 : 164 000 €
Pour mémoire BP 2016 : 146 146 €

Evolution des effectifs d'agents permanents (titulaires et contractuels)

Statut	2013	2014	2015	2016	prévision 2017
Titulaire	376	342	335	0	0
Contractuel	20	12	12	1	1

Chapitre 014 – Atténuation de produit

Depuis le transfert du personnel municipal à l'Agglomération, les crédits de ce chapitre ont très fortement progressé ; l'attribution de compensation que la Ville reversera à l'Agglomération en 2017, au titre de la mutualisation des services, sera fonction du coût réel des services communs en 2016. Les données seront donc affinées lors du vote du budget primitif.

Estimation BP 2017 : 5 900 000 €
Pour mémoire BP 2016 : 6 192 000 €

Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante

Les crédits inscrits à ce chapitre, essentiellement consacrés au contingent SDIS, aux subventions aux associations, à celle du Centre Communal d'Action Sociale, devraient être stables par rapport à 2016.

Estimation BP 2017 : 5 720 000 €
Pour mémoire BP 2016 : 5 764 242 €

Chapitre 66 – Charges financières

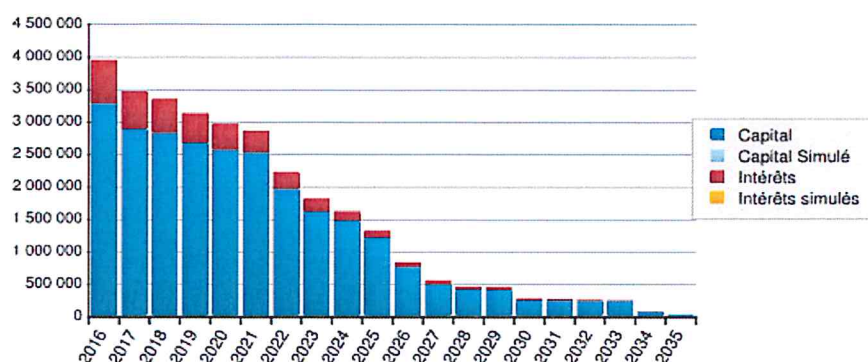
Les crédits inscrits à ce chapitre correspondent aux intérêts de la dette. Ils diminuent en 2017 de l'ordre de 80 000 €, traduisant une gestion prudente de la dette communale.

Estimation BP 2017 : 768 500 €
Pour mémoire BP 2016 : 848 500 €

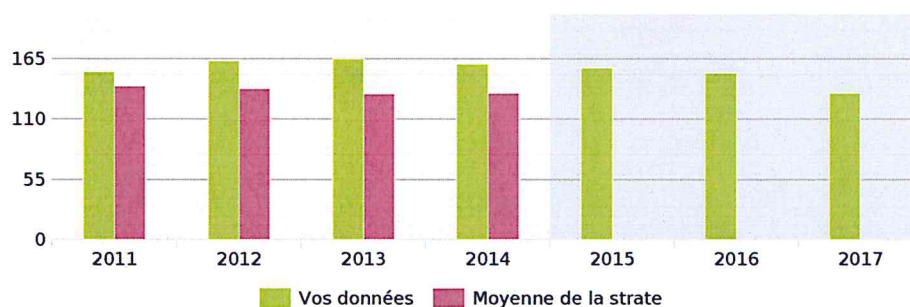
Les graphiques ci-dessous illustrent l'état de la dette.

Profil d'extinction de la dette au 01/01/2016

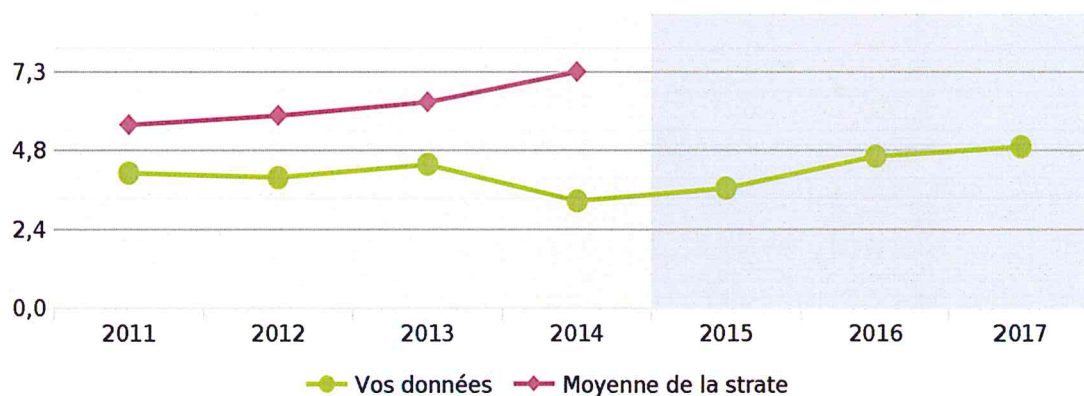
Flux de remboursement



Annuité en Euros / habitant



Ratio de désendettement (en années)



Autofinancement

Compte tenu des prévisions de recettes et de dépenses de fonctionnement décrites ci-dessus et après avoir intégré les dotations aux amortissements et quelques dépenses imprévues, l'autofinancement devrait atteindre en 2017 environ 4 millions d'euros. Cette somme (épargne brute) sera virée à la section d'investissement pour financer le remboursement de la dette en capital estimé à 2,88 millions d'euros en 2017.

Le différentiel de plus de 1 100 000 € (épargne nette) permettra de financer partiellement les projets d'investissements

C - L'INVESTISSEMENT

La section d'investissement devrait se construire de la façon suivante :

Les dépenses :

Remboursement de la dette	2 880 000
<u>Les projets spécifiques</u>	
Avenue Roger Salengro	2 000 000
Aménagement bord canal	500 000
Centre commercial Vert-Bois	1 000 000
Programme de démolitions avant travaux	1 600 000
Dernière phase du pôle associatif	250 000
<u>Dépenses récurrentes</u>	
. foncier	1 000 000
. travaux et équipements des écoles (dont sécurisation)	600 000
. travaux de voiries et réseaux divers	3 500 000
. matériels et équipements de services	600 000
. maintenance bâtiments (dont ADAP)	500 000
. travaux et équipements de sites sportifs	150 000
TOTAL	14 580 000

Les recettes :

Pour financer ces investissements, il faudra compter sur :

- un autofinancement minimum de 4 000 000 Euros,
- un FCTVA d'environ 1 million,
- des dotations aux amortissements d'environ 800 000 euros,
- des subventions des divers partenaires (GIP, ETAT, Europe, Région, Département).

Le recours à l'emprunt pour équilibrer la section devrait être de 4 millions.

A noter que des ventes immobilières, dont celle de l'espace Camille CLAUDEL à la Région Grand Est pour y implanter son agence, devraient se concrétiser prochainement et générer environ 800 000 Euros de recettes.

PROGRAMMES	2013	2014	2015	2016	2017
	C.P.	C.P.	C.P.	C.P.	C.P.
<i>aménagement d'un pôle associatif</i>	BP 50 000 DM 358 587	BP 1 500 000 DM 272 000,00 AS -227,00	BP 1 300 000 DM 600 002,00 AS -311 146,00	BP 950 000	250 000
<i>Centre Commercial du Vert Bois</i>		BP 1 500 000	BP 1 100 000		BP 1 000 000
<i>Parc du Jard</i>		BP 3 146 000			BP
<i>Pôle d'échange multimodal</i>			AS -514 878	BP 1 000 000	BP

D – BUDGETS ANNEXES EAU ET ASSAINISSEMENT

La ville doit faire face à une diminution du volume d'eau facturé au titre de ces budgets annexes ce qui génère logiquement moins de recettes de fonctionnement, alors même que les charges restent stables, voire en progression.

Parallèlement, la Ville doit poursuivre un niveau d'investissement correct pour assurer la maintenance de ses réseaux, sachant que pour les réseaux d'eau potable, la Ville est soumise à des obligations contractuelles vis-à-vis de son délégataire (reprise d'une distance minimale de réseaux chaque année).